

Émeutes : ce qu'écrivait Catherine Kintzler, la philosophe de l'Ufal, en 2005

Les émeutes anglaises, comme celles qui se déroulent régulièrement en périphérie urbaine de grandes villes françaises, sont souvent l'objet de débats passionnés entre des courants de gauche, adeptes de la culture de l'excuse et de l'explication sociale, et des courants républicains, qui y voient les conséquences du communautarisme, de la société multiculturelle et d'une non-intégration. En 2005, la philosophe Catherine Kintzler, de l'Union des Familles Laïques, femme de gauche, publiait dans Respublica un texte courageux, qui allait lui valoir la vindicte de toute la bien-pensance bobo-gauche. Ce texte, près de six ans après, n'a pas pris une ride.

Les gros mots et la barbarie

par Catherine Kintzler, 8 novembre 2005 (en ligne 27 nov. 05)

L'explosion de violence dans les « quartiers » est-elle un mouvement populaire ?

article diffusé dans la revue électronique Respublica n° 397 et publié dans Marianne n° 448 du 19 nov. 2005, p. 30-31



Masqués, nocturnes, masculins, armés, ravageurs, homicides, aphasiques. Non, ce n'est pas une troupe de l'ombre sortie des enfers dans un film catastrophe qui

répond à cette liste de qualificatifs, mais un déplorable réel. Décrire ainsi les casseurs qui sévissent depuis maintes nuits n'est sans doute pas politiquement correct, mais même si on peut allonger la liste, comme on allonge un amer avec de l'eau, aucune accumulation de diluants (adolescents, égarés, désœuvrés, désespérés, assoiffés et privés de consommation) ne peut atténuer ni invalider l'horreur qu'elle véhicule.

Confondre cette horreur avec ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à une population n'est pas seulement une sottise, c'est une faute morale et politique. C'est pourtant ce que font, avec des mots infâmes, quelques irresponsables : au lieu de traiter cette barbarie comme une excroissance, ils l'érigent en noyau et en normalité, ils en font une sinistre avant-garde autour de laquelle ils tissent un peuple fantasmatique qui exaspère la population réelle.

Tout ce qui solidarise les casseurs avec la population qui les entoure est inique et dangereux. Cette coalition s'effectue par des opérateurs d'identification : les mots infâmes, les « gros mots »¹. Ils émanent de deux sources. Ainsi, émanant de la source répressive, le mot « racaille » stigmatise et cimente tout le monde : gros mot de droite. Mais le mot « jeunes », émanant de la source bien pensante compassionnelle, blanchit tout le monde – qu'on ajoute « défavorisés » et voici les casseurs promus en héros : gros mots bien-pensants.

Il importe au contraire de souligner la division entre le peuple et les casseurs, de refuser le processus d'identification. C'est pourquoi le vocabulaire juridique est encore le meilleur : il qualifie sans créer de substances, il émiette, isole et ne construit pas de conglomérats. Il faut donc parler de délinquants, de tentatives de meurtre, d'atteintes graves à l'ordre public et à la sécurité, de mise en danger de la vie d'autrui, de destruction systématique de biens et d'équipements publics et privés. Il faut diviser, et pour diviser les mots discriminants doivent l'emporter sur la glu des gros mots.

Il faut que les casseurs ne se sentent nulle part « comme des poissons dans l'eau ».

Aussi toute comparaison, même rhétorique, avec un mouvement populaire ou même une révolte, est elle-même inique. Un mouvement populaire peut être violent, mais personne dans le peuple n'en craint la violence car elle s'exprime toujours dans un cadre, dans un « service d'ordre ». Un mouvement populaire s'attache à créer des solidarités qui ne reposent ni sur des lieux ni sur des identifications substantielles (d'ethnie, de religion, de sexe, d'âge) mais sur des analyses et des revendications claires, exprimées dans la langue commune à tous. Il s'adresse à des interlocuteurs désignés ; il s'expose et s'affiche en plein jour, à visage découvert, dans le centre des villes. Il se déplace pour témoigner, il se « dépayse ». Il réunit hommes et femmes, jeunes et vieux. Or ici nous avons l'aphasie, le repli sur des territoires considérés comme des chasses gardées, l'obscurité, l'exclusivité masculine. Le terme « émeute » n'est même pas approprié, ce sont des explosions muettes qui prennent la forme de la barbarie et qui s'avancent masquées.

Tout a été dit sur les causes sociales de ces explosions : toutes choses justes auxquelles on ne peut que souscrire. Il faut cependant ajouter que la forme barbare suppose aussi des causes de type culturel, surtout lorsqu'elle s'empare de pré-adolescents (on en a eu un avant-goût avec les incidents qui ont émaillé les manifestations lycéennes l'hiver dernier). La forme barbare, c'est l'aphasie, c'est l'habileté à utiliser les technologies disponibles, c'est l'absence de tout interdit, c'est l'état de nature plus la profusion des moyens (téléphones mobiles, cocktails molotov, armes), c'est l'usage des techniques sans la civilisation.

Une civilisation suppose non pas une culture uniforme, mais s'articule en régimes culturels à l'intérieur desquels peuvent se développer des contre-cultures de façon pas nécessairement licite mais toujours organisée et réflexive. Or nous avons assisté durant les 30 dernières années, avec l'effondrement des partis ouvriers et la régression des syndicats de revendication, à la disparition de la culture populaire. Les adolescents n'ont aucun modèle populaire qui peut les nourrir,

qu'ils peuvent discuter. En dehors des clips télévisés où se déploie le culte de l'argent et de la vie faciles, en dehors de la « glisse », des fringues et des incantations islamistes, rien qui puisse se présenter comme digne d'imitation – et surtout pas l'école où une politique constante depuis 30 ans s'acharne à dépouiller les enseignants de toute autorité, de tout prestige.

Le poignant appel des femmes qui circule ces jours-ci, au-delà de son aspect pathétique, l'avoue naïvement : « nous exigeons que nos enfants rentrent à la maison ! » disent-elles. Mais comment ceux de qui on n'a jamais rien exigé lorsqu'ils avaient l'âge d'intérioriser un interdit, comment ceux qui n'ont appris qu'à se conduire en caïds vis à vis de leurs « vieux » et de leurs soeurs pourraient-ils obtempérer à une exigence aussi tardive et dérisoire ?

Ce n'est pas le modèle républicain d'intégration qui est ici en panne mais tout simplement la volonté et le simple courage d'éduquer. On ne voit pas du reste que cette fureur s'étende à tous ceux qui dans les « quartiers » souffrent de discrimination, d'exclusion, de pauvreté. On ne voit pas non plus qu'elle saisisse les filles, tout aussi – sinon plus – « défavorisées », pas plus que les « jeunes » issus de vagues migratoires pourtant plus récentes, venant notamment d'Asie.

Sans doute certaines zones urbaines sont-elles livrées au communautarisme intégriste, mais elles sont aussi le territoire de bandes maffieuses développant ce qu'on appelle par euphémisme des « économies parallèles », trafics et rackets en tous genres. Alors « à qui profite le crime ? » : à un véritable modèle de terreur dont l'infrastructure est le trafic et dont la superstructure est tenue par l'intégrisme. C'est l'alliance des ayatollahs et des dealers qui se déchiffre dans le seul message sans paroles, mais clair, envoyé par les casseurs : « la police, l'école, les pompiers, les bus, les médecins, les crèches, les hôpitaux, les magasins, les entreprises, on n'en veut pas ; on veut être chez nous, laissez-nous trafiquer, opprimer, terroriser comme bon nous semble et tenez-vous à l'écart, n'entrez pas ».

Catherine Kintzler